

Londres, 26 juillet. — L'ex-impératrice Eugénie a écrit à la reine pour lui demander qu'une punition ne soit infligée au lieutenant Cavaillé.

ESPAGNE. — CUBA.

Madrid, 4 juillet. — A la séance du Congrès de jeudi on a discuté les réclamations des députés du trône. Le ministre Colon a dit que le gouvernement était déterminé de voir s'arranger les affaires de Cuba dans les meilleures conditions et a fait appel au patriotisme des députés pour aider le ministère à rétablir l'impôt de Cuba. Il a demandé l'abolition immédiate de l'esclavage et ajouté qu'il considérait les intérêts de Cuba comme identiques à ceux de la métropole.

Madrid, 8 juillet. — Le ministre des affaires étrangères a annoncé aux Cortes qu'il avait envoyé deux frégates pour appuyer la protestation de l'Amérique latine contre le gouvernement de Saint-Domingue. Son Castellar a insisté pour que le gouvernement exigeât le démissionnaire des autorités du Puerto Plata.

Madrid, 29 juillet. — Une vieille femme a jeté une pierre au ciel pendant l'église; elle a été enfermée dans un établissement d'aliénés comme folle.

Madrid, 29 juillet. — Le gouvernement espagnol a signé un traité de commerce avec la république de la Colombie. Les négociations entre le Pérou et l'Espagne en vue de renouer des relations diplomatiques sont en bon voie.

La Havane, 4 juillet. — Le capitaine-général Blanco a reçu une dépêche officielle de Madrid annonçant une réduction de l'impôt direct de 20 à 16 p. 0/0, à partir du 1^{er} juillet. Les plantations ne paieront que 2 p. 0/0. Cette réduction est due aux efforts personnels du capitaine-général et repose sur une économie de 9 millions de dollars faite sur la présente année fiscale.

ITALIE.

Rome, 30 juin. — Après deux mois de discussion, la Chambre des députés d'Italie a voté le projet de loi ministériel qui propose la construction de 6,200 kilomètres de chemins de fer dans le délai de 21 ans, au moyen d'une dépense annuelle de deux millions 500 000 livres.

Rome, 17 juillet. — Signor Cairoli, président du conseil du ministère italien, a informé la Chambre des députés que le ministère se dévouera exclusivement à la prospérité intérieure de l'Italie qui a besoin d'une longue ère de paix et d'industrie. Ce discours a été très-froidement accueilli.

Rome, 18 juillet. — La Chambre des Députés a adopté un nouveau projet de loi qui abolit l'impôt sur le grain à partir de 1881. Signor Depretis ayant voté avec Signor Cairoli, il est probable qu'ensuite le Cabinet suivra ce vote.

Rome, 28 juillet. — Cairoli, président du ministère italien, a fait une longue visite à Garibaldi. On écrit qu'il a obtenu du général la promesse d'appuyer le gouvernement.

Rome, 29 juillet. — Cairoli, président du conseil des ministres, a répondu ainsi qu'il sait aux questions qui lui ont été adressées au Sénat: « Le ministère actuel poursuivra une politique de paix, instantané en même temps sur l'extension des traités et plus particulièrement sur l'article du traité de Berlin qui est en faveur de la Grèce. »

Rome, 29 juillet. — La police a découvert une imprimerie clandestine et a saisi des exemplaires d'un projet de société ayant pour objet d'établir la République universelle. Ce projet, qui était destiné à circuler dans toute l'Italie, déclarait que le moment de l'action était arrivé et invitait les membres de la société à se tenir prêts pour un mouvement. On a fait plusieurs arrestations.

BELGIQUE.

Bruxelles, 8 juillet. — L'Étate belge annonce qu'on a trouvé une affiche nouvellement posée sur un mur du palais de justice, laquelle menace la vie du roi si l'on ratifie la loi récemment votée par le parlement belge laquelle empêche au clergé de l'enseignement primaire.

Bрюxelles, 13 juillet. — On a arrêté hier un individu soupçonné d'être l'auteur des placards affichés récemment et menaçant d'assassiner le roi; cet homme paraît fou. On lit dans l'*Étate belge*: « L'individu arrêté n'est pas l'auteur des placards, mais il est accusé d'avoir mal parlé du roi et d'avoir dit qu'il avait été choisi par un comité pour le tuer. »

Bruxelles, 16 juillet. — Un ancien agent électoral clérical du nom de Van Haamen a été surpris affichant des placards menaçant la vie du roi. A la suite de la déposition de cet individu, la police a fait une descente au collège des jésuites.

Bruxelles, 22 juillet. — Un jésuite arrêté comme complice de Van Haamen a été remis en liberté.

ALLEMAGNE.

Berlin, 1^{er} juillet. — Hollenbach, ministre des finances, refuse de retirer sa démission, il montre que les garanties constitutionnelles demandées par les libéraux relativement à l'emploi de l'excédent du revenu ne soient accordées. On croit que les ministres Falk et Wiesenthal prendront la même résolution. On dit que Bismarck est héritant. Les ultramontains ont demandé de nouvelles garanties.

Berlin, 12 juillet. — Le Reichstag a finalement voté aujourd'hui le tarif de Douane protectrice par 217 voix contre 117. Bismarck a ensuite donné lecture du décret de clôture de la session. Dix-sept nationaux libéraux ont annoncé aujourd'hui qu'ils cesseraient d'appartenir à ce parti.

Londres, 16 juillet. — Un correspondant de Berlin annonce qu'en Allemagne on s'occupe d'un projet qui aurait pour objet d'envoyer dans l'Amérique du Sud un flot de marchandises allemandes qui seraient exhibées dans une exposition ambulante à l'effet de faire connaître aux populations de ces contrées les produits de l'industrie allemande, afin de leur créer un nouveau débouché. Il est de l'ordre de 100 millions de florins.

Berlin, 16 juillet. — Des dérives récentes ont été permises parmi les ouvriers des industries de fer et de la Silésie à la suite d'une demande d'augmentation de salaire impérieuse à ces ouvriers, par la taxe qui vient d'être imposée sur le fer par le nouveau tarif protecteur. On a dû faire venir des troupes pour rétablir l'ordre. Des propriétaires ont été détruits, et nombre de grévistes ont été tués ou blessés par les troupes.

Londres, 25 juillet. — On manque de Berlin que l'amirauté a décidé d'augmenter le matériel de la marine allemande et d'améliorer celle-ci.

Berlin, 29 juillet. — La *North German Gazette* annonce qu'on a proposé à l'Allemagne d'acheter quelques îles du Sud Pacifique.

LE CANAL INTEROCÉANIQUE.

Paris, 30 juin. — La *République française*, apprenant la motion du député américain Burnside, combat l'opinion émise par ce dernier que les États-Unis devraient considérer avec inquiétude la construction du canal du Darien sous les auspices de l'Europe, et fait remarquer que cette entreprise est en dehors de tout appui ou contrôle officiel; qu'aucun gouvernement européen ne contribuera à cette construction ni en hommes ni en subventions, et que la compagnie demandera simplement aux intéressés de considérer le canal comme un territoire absolument neutre.

Paris, 7 juillet. — Un magnifique banquet a été offert à M. de Lessups, au Grand-Hôtel, par les membres de l'ancienne compagnie du Darien, à l'occasion de la signature du contrat qui lui transfère les droits et concessions nécessaires pour le percement d'un canal maritime à travers le détroit de Panama. Les deux derniers propriétaires ont été achetés par le général Tomás de Leon, Nathan Appleton, Isaac Pereira et autres. Pereira a porté un toast à la santé du commandant Selfridge et a annoncé au milieu des acclamations que le prochain navire construit pour la compagnie transatlantique serait appelé le *Selfridge*. Tous les orateurs ont déclaré emphatiquement que le projet du canal par Panama était unanime; qu'il ne devait donner la préférence à aucun intérêt particulier, mais qu'il était simplement une entreprise commerciale.

Roanne, 15 juillet. — M. de Lessups a déclaré récemment que l'amitié qui existe entre la France et les États-Unis facilitera la construction du canal du Darien qui peut être terminé en cinq ou six ans. Cette estimation pour la durée des travaux est inférieure à celle qu'il avait primitivement indiquée. Quelques personnes prétendent que de Lessups se seraient montrés plus prudent si, au lieu de demander une souscription de 400 millions de francs pour écouler entièrement la partie sud, il avait demandé une somme chargée de faire des travaux préparatoires et des études plus complètes. M. Paul Leroy-Beaulieu fait remarquer qu'il n'est pas certain que le tracé par le Nicaragua n'offre pas des avantages qui, par la suite, pourraient amener le percement d'un second canal qui, dès lors, enlèverait à l'entreprise de Lessups le commerce des deux côtés des États-Unis, sur lesquelles il fonde ses plus belles espérances de profits.

Paris, 22 juillet. — La *Semaine Financière* annonce qu'au mois d'août la compagnie du Canal de Panama publierà une circulaire générale relative à l'emprunt qu'elle se dispose à contracter. Le capital ordinaire sera de 400 millions de francs divisé en huit cent mille actions, dont dix mille seront réservées par la Compagnie. Celie-ci se proposera en outre d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de 200 millions, ce qui portera la totalité du capital à 600 millions de francs.

Bordeaux, 21 juillet. — M. de Lessups dit qu'il a obtenu l'adhésion des Américains pour le percement du Darien. M. de Lessups a écrit à l'ambassadeur du Brésil pour obtenir des travailleurs pour le percement du canal du Darien.

New-York, 25 juillet. — Le *Times* a reçu de Paris une longue correspondance qui traite du projet du canal inter-océanique et prétend que les actions seront prises par les Français en vingt-quatre heures, assorties leur émission, à raison de la confiance qu'inspire de Lessups qui, bien qu'à l'âge de 75 ans, est encore très-vigoureux. Ce correspondant pense que le canal pourra être terminé en dix ans, et il ajoute que de Lessups s'efforce de l'opposition des Américains alors qu'il a manifesté sa déférence à leur égard en offrant au général Grant la présidence honoraire de la compagnie.

SEPTEMBRE.

New-York, 28 juillet. — Le ministre français à New-York a reçu le télégramme suivant de son gouvernement:

Le *Hausz* a forcé le blocus du port d'Iquique et a combattu l'escadre chilienne pendant deux heures, mettant hors de combat le *Casius* et l'*Abbas*. *Lo Hausz* n'a pas eu d'ururies. »

SITUATION DE LA CAISSE AGRICOLE AU 1^{er} SEPTEMBRE 1879.

	ACTIF.	ÉTAT.
En dépôt au Trésor général.....	100,000	100
Cotisations en numéraire.....	129,000	100
id.	17,281	60
Avances sur caisse régulière.....	7,822	50
Épargnes.....	1,651	10
id. de la Clémence-Ullens.....	55,187	61
Service local.....	1,897	60
Préts et emprunts.....	3,100	10
id. des sur ces prts.....	575	20
Préts hypothécaires.....	10,843	98
Intrôts échus sur ces prts.....	320	00
Immobilie située rue de la Cathédrale.....	90,000	00
Maison et terrain qui la jouxtent.....	41,193	20
Terres en possession dans les districts.....	24,241	00
Monnaie dans l'inventaire.....	1,000	00
Avances à régulariser (terres).....	120	00
Défaut sur les anciennes avances.....	5,910	07
Frais généraux (à compenser fin d'année).....	7,040	62
Emmanuel Latte (résidu des crédits ouverts).....	0	50
Auch. G. (partie sur cotisn, remunerable).....	5	00
M. Laroche (provisoire en justice).....	81	00
Tuition à Oapo.....	1,153	35
Société française d'Alzamora.....	80,316	61
Caisse — Argent et bons.....	12,929	68
Total d'actif.....	510,767	15
	510,767	15
	510,767	15
PASSIF		
Préts en numéraire.....	52,910	00
Intérêts sur dépôts réguliers au 1 ^{er} juillet 1879.....	181	11
Bons hypothécaires en circulation.....	182,000	00
Ancienne indemnité (résidu).....	1,440	93
Comptoir des avances (à payer).....	2,811	73
J. Roy (balance des profils sur cotisn).....	27	78
L. Langoniage, id.	118	52
A. Cadet, id.	32	39
Robin et Marley (balance des C. du solde).....	429	61
Total du passif.....	243,007	15
	243,007	15
Balance en faveur de la Caisse agricole.....	267,760	00

Certificat conforme aux écritures:

Le Secrétaire trésorier, ADAM KULZICK.

Vu : L'Ordonnateur, Président du Comité directeur.

HENRY JOYAU.

